

Canagrex

sais que le député ne tient pas à laisser entendre le contraire à la Chambre.

M. Redway: Monsieur le Président, à propos du même rapport au Règlement, j'espère que le député de Burnaby (M. Robinson) aura l'obligeance de nous préciser à quel moment il a fait pareille déclaration à la Chambre afin que nous puissions tous l'examiner.

M. le vice-président: Je ne veux pas que ces échanges se transforment en débat.

M. Nystrom: Monsieur le Président, je sais que nous ne devons pas révéler les secrets du caucus, mais il arrive souvent au député de Burnaby (M. Robinson) d'affirmer lors des réunions du caucus que nous devons prévoir cette exemption pour les exploitations agricoles familiales. Je me souviens de l'avoir souvent entendu le dire.

M. Redway: Quand cela?

M. Nystrom: Je devrai consulter le compte rendu textuel des délibérations de notre caucus, mais vous n'en faites pas partie.

J'ai dit que certains députés citadins du parti conservateur étaient très avares de leur appui. Où sont les députés conservateurs des grandes villes quand il s'agit de sauver Canagrex? Où sont les députés conservateurs de Toronto quand il s'agit d'offrir un paiement d'appoint décent aux agriculteurs? Où sont les députés conservateurs des grandes villes quand il s'agit de remédier au coût élevé des produits chimiques à usage agricole en appuyant, par exemple, la fabrication de produits génériques? Où sont-ils quand vient le temps de poser des questions à la Chambre au sujet des agriculteurs saignés à blanc par les coûts des engrais? Où sont-ils quand vient le temps de poser des questions à propos du tort que causera aux Prairies la décision de la CCT d'autoriser le CN à exiger des tarifs variables? Où sont les députés conservateurs des grandes villes quand il s'agit de discuter de ces questions importantes pour l'Ouest du Canada?

Il règne un formidable silence à la Chambre. Ces députés ne soulèvent pas ces questions. Ils ne défendent pas ces arguments. C'est une des raisons pour lesquelles l'agriculteur de l'Ouest se trouve maintenant dans la pire situation qu'il ait connue depuis les années 1930. Nous avons au pouvoir un parti insensible aux besoins des agriculteurs non seulement de l'Ouest, mais bien de tout le pays. Rien n'illustre mieux cette insensibilité que la décision d'abolir Canagrex, l'organisme même qui était censé vendre les produits pour les agriculteurs et améliorer leurs revenus. Je le demande à mon honorable ami le député conservateur de Toronto, où est-il quand nous avons besoin de lui? Ai-je bien raison de dire que les temps sont durs sous les conservateurs? Ils le sont certes dans les Prairies.

[Français]

M. le vice-président: Nous allons poursuivre le débat avec l'honorable député de Shefford (M. Lapierre).

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat sur le projet de loi C-2, au moment de la troisième lecture, où, finalement, l'ensemble des arguments a été présenté au gouvernement, et que les intervenants agricoles ont pressé ce dernier de renoncer à ce projet de loi pour nous permettre de sauver la

société Canagrex qui avait été formée, vous vous rappellerez, à la demande des principaux intervenants agricoles.

Monsieur le Président, le 3 octobre 1986 ce projet de loi a été déposé à la Chambre, et la première lecture a eu lieu à ce moment-là. Depuis ce temps, tous les intervenants agricoles qui sont préoccupés par l'avenir de l'agriculture sont intervenus les uns après les autres pour demander au gouvernement de changer d'idée, de reconnaître la validité de la société Canagrex et, surtout, d'avoir une certaine perspective de l'avenir.

Monsieur le Président, la communauté agricole canadienne est très préoccupée à ce moment-ci des difficultés financières qu'elle rencontre et du rétrécissement progressif de l'ensemble de ses marchés. Et au moment même où on assiste quotidiennement à des surplus dans plusieurs productions, où on assiste quotidiennement à des mesures protectionnistes qui sont imposées dans l'ensemble du monde, les producteurs canadiens se demandant où ils pourront écouler leurs productions.

Bien sûr, monsieur le Président, certains diront que le marché canadien est suffisant. Mais pourtant, ce n'est pas reconnaître l'efficacité et les possibilités du secteur agricole canadien. On sait fort bien que les nouvelles technologies, que l'efficacité de nos cultivateurs nous permettrait de faire des percées significatives sur les marchés étrangers et que, automatiquement, nous pourrions créer chez nous des milliers d'emplois dans le secteur agricole et dans tout le secteur agro-alimentaire.

J'ai beaucoup de difficulté à concevoir comment un gouvernement peut, à si courte vue, décider d'abolir la société qui avait pour but d'ouvrir justement l'ensemble de ces marchés pour permettre la création de nouveaux emplois. Pour un gouvernement qui s'arroge la capacité de créer des nouveaux emplois, qui s'arroge le mérite de vouloir ouvrir les portes aux exportations, il agit contrairement à ses dires.

Donc, je n'ai qu'à penser à l'ensemble de la classe agricole et je sais que plusieurs autres députés dans cette Chambre sont sensibles aux récriminations de la classe agricole et ils vont s'apercevoir que la chose la plus frustrante pour l'ensemble des agriculteurs canadiens c'est de devoir contrôler leurs productions, c'est de devoir se limiter dans leurs productions.

On dit souvent que l'excellence en agriculture est une vertu. Mais le problème c'est le moment que ces cultivateurs deviennent très concurrentiels, immédiatement on leur dit: Écoutez, on n'a pas de place sur le marché pour vos produits. S'il vous plaît, limitez votre production.

Donc, monsieur le Président, la société Canagrex avait pour but justement de permettre à nos cultivateurs canadiens de produire à pleine capacité, et ensuite de les aider à écouler leurs productions non seulement sur le marché canadien mais en faisant des percées significatives sur les marchés étrangers.

Donc, monsieur le Président, ne me demandez pas de suivre la logique du gouvernement, parce que j'ai l'impression qu'il n'en a pas. Franchement, au moment même où le gouvernement se gargarise avec l'histoire de libre-échange et à dire qu'il faut être à l'assaut des marchés étrangers et particulièrement du marché américain, au même moment, il abolit un instrument fort important pour justement atteindre cet objectif de pénétration des marchés étrangers.

Donc, c'est très difficile à concevoir, monsieur le Président, et ils ont le front de nous dire que pour remplacer Canagrex,